

COMMUNIQUE – 30 juin 2009

L'Inter-Réseaux des Professionnels du Développement Social Urbain a été sollicité par Fadela Amara dans le cadre de la consultation autour du « Livre vert » sur la géographie prioritaire de la politique de la ville et la contractualisation.

Après avoir organisé une large consultation des professionnels, l'IRDSU propose une contribution pour alimenter un débat qui doit être poursuivi.

Elle a été présentée à Mme la Ministre et au sénateur Pierre André. Nous avons demandé à cette occasion qu'un débat national sous la forme d'« ASSISES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE » se mette en place avant la fin 2009.

19 PROPOSITIONS

POUR une POLITIQUE DE LA VILLE RENFORCEE et inscrite dans un PROJET DE TERRITOIRE DURABLE, PARTICIPATIF et SOLIDAIRE

La CONTRIBUTION complète en ligne sur [irdsu.net](http://www.irdsu.net/Contribution-de-l-IRDSU-sur-le) : <http://www.irdsu.net/Contribution-de-l-IRDSU-sur-le>

UN PROJET DE TERRITOIRE DURABLE, PARTICIPATIF ET SOLIDAIRE

Cette politique de la ville renforcée doit tout d'abord s'inscrire dans une perspective plus large de « Projet de territoire durable », appuyé sur les leviers du développement durable : sociaux, urbains, économiques, environnementaux et démocratiques.

1- Vers un projet de territoire durable qui engage les communes, les intercommunalités, l'Etat les régions et les départements, dès 2010 pour les territoires volontaires

UN VRAI CONTRAT

Une politique de la ville renforcée doit passer par un contrat pluriannuel formalisé, ciblé à la fois sur des quartiers et des populations en difficulté, qui mobilise pleinement les moyens de droit commun comme les moyens spécifiques.

2- Un contrat unique, qui engage les partenaires et formalise les engagements

3- Une mise en cohérence des contrats thématiques, pour affirmer le rôle transversal du projet de territoire et du contrat unique

4- Une durée de contrat alignée sur celle des mandats locaux, pour affirmer le rôle central de la collectivité locale et garantir le portage politique du projet

5- Un rapport annuel d'évaluation des services publics, pour valider les engagements de chacun des partenaires

6- Des crédits spécifiques de l'Etat mieux ciblés, fléchés sur les territoires et les publics prioritaires, en réaffirmant leur caractère additionnel et innovant

7- Des appels à projets uniquement pour l'expérimentation, en ayant une attention particulière pour les territoires les moins bien organisés

8- Un nouveau nom pour un nouveau contrat, pour marquer la nouvelle orientation choisie

DES TERRITOIRES ET DES PUBLICS MIEUX IDENTIFIES

Une politique de la ville réformée doit se donner les moyens d'une observation actualisée et dynamique, proposant à la fois un cadre de référence national et des éléments d'analyse locale, pour passer d'une logique de classement à une logique de différenciation fine.

9- Des données actualisées au niveau national, pour déterminer un « cadre national partagé d'indicateurs de référence »

10- Une observation locale renforcée et affinée, pour compléter le cadre national et développer une approche « typologique » des territoires

11- Une négociation des priorités d'intervention, associant l'ensemble des partenaires de la politique de la ville

12- Une meilleure formation des acteurs locaux, pour qualifier les observatoires locaux

13- Le maintien des Zones Urbaines Sensibles, révisées, en associant les acteurs locaux et en prévoyant une « sortie en sifflet » pour les territoires non retenus

14- Une garantie de solidarité de l'Etat, pour les territoires les plus pauvres, en cas de suppression des ZUS

15- Un zonage spécifique pour les territoires les plus en difficulté, dans les bassins de pauvreté et pour les territoires dont les ressources sont limitées

UNE INGENIERIE LOCALE ADAPTEE

Une politique de la ville réformée devra s'appuyer sur des équipes de professionnels renforcées – avec l'appui de l'Etat et des autres partenaires dans les territoires les plus fragiles – en insistant sur la transversalité des équipes et le développement de la concertation avec les habitants.

16- Une meilleure reconnaissance des métiers de l'ingénierie sociale et urbaine et leur professionnalisation, pour renforcer la qualification des équipes face aux nouveaux enjeux

17- Des compensations en matière d'ingénierie, pour soutenir les villes les plus pauvres dans l'observation, le pilotage et l'évaluation de leur projet

18- Une meilleure gouvernance et une meilleure ingénierie locale, pour renforcer le partenariat local et la mise en cohérence de l'ensemble des dispositifs au service du projet de territoire

19- Un développement de la participation des habitants, usagers et citoyens, pour mieux intégrer la place des populations concernées dans le pilotage des projets locaux

Et au-delà du « LIVRE VERT »,

6 ENJEUX nous semblent déterminants

POUR LA POLITIQUE DE LA VILLE DE DEMAIN

1. Le rapprochement de la Politique de la ville avec la Politique de Développement Durable, autour des enjeux économiques, sociaux, environnementaux et de gouvernance qui les traversent

2. La mise en œuvre d'une véritable politique d'égalité de traitement, de prévention et lutte contre les discriminations, dans une approche intégrée au sein de toutes les politiques publiques

3. La réforme des finances locales et des systèmes de péréquation, pour garantir l'équité territoriale et la justice fiscale entre les territoires

4. La solidarité des villes riches avec les villes pauvres, par la construction massive de logements sociaux au-delà des objectifs de la loi SRU

5. La mobilisation des services publics et des politiques de droit commun, de l'Etat et des collectivités locales, tout en les adaptant aux réalités sociales des villes et des quartiers

6. La réforme des institutions, en allant au terme de la décentralisation, avec des responsabilités renforcées pour les collectivités et un rôle de garant des solidarités nationales et territoriales pour l'Etat

Retrouvez en ligne sur www.irdsu.net

- La contribution complète de l'IRDSU :

<http://www.irdsu.net/Contribution-de-l-IRDSU-sur-le>

- Le Forum en ligne sur le « Livre vert » :

<http://www.irdsu.net/LE-LIVRE-VERT-Geographie>

- La synthèse de l'enquête de l'IRDSU : « Les CUCS, la géographie prioritaire et l'impact de la crise » :

<http://www.irdsu.net/Les-CUCS-la-geographie-prioritaire>

- Les documents de référence produits par l'IRDSU depuis 2003 :

<http://www.irdsu.net/-Les-propositions-de-l-IRDSU->

- La présentation de l'IRDSU :

<http://www.irdsu.net/-Qu-est-ce-que-l-IRDSU->

INTER-RESEAUX DES PROFESSIONNELS DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

L'IRDSU est une Association qui regroupe 15 réseaux régionaux de professionnels en charge de la Politique de la Ville et plus de 170 collectivités territoriales abonnées.

Elle touche actuellement 7 800 professionnels et partenaires (chefs de projets, agents de développement, chargés de mission, directeurs territoriaux, services des collectivités, généralistes ou thématiques, quartier/ville/agglomération).

Basé sur le partage d'expériences, la mutualisation et le travail collaboratif, l'IRDSU vise à :

- Promouvoir les démarches de développement territorial durable, participatif et solidaire
- Soutenir les professionnels du développement social et urbain dans leurs missions
- Participer à la structuration des métiers et de l'ingénierie du développement territorial, dont ceux du développement social urbain.

Contacts :

- **Sylvie REBIERE-POUYADE** – **Présidente de l'IRDSU** - Présidente du réseau DSU Aquitaine - Directrice du GIPDSU de l'Agglomération Bayonnaise - s.rebiere-pouyade@cvab.fr

- **Etienne VARAUT** – **Vice-Président de l'IRDSU** - Président du réseau DSU Ile-de-France - Chef de projet de Bobigny - Membre du Conseil National des Villes - contrat.ville@ville-bobigny.fr

- **Marc Valette / Benoît BOISSIERE** – **Chargés de développement de l'IRDSU**

02 40 89 10 18 - contact@irdsu.net - www.irdsu.net